Collège d'autorisation et de contrôle

Décision du 11 octobre 2012

Le Collège a reçu en date du une demande de l'éditeur Campus Audiovisuel ASBL qui souhaite obtenir l'accord du Collège d'autorisation et de contrôle quant à la révision de ses engagements en matière de diffusion d'œuvres musicales de langue française ;

Vu la décision du Collège d'autorisation et de contrôle du 17 juin 2008 autorisant Campus Audiovisuel ASBL à diffuser le service « Radio Campus Bruxelles » par la voie hertzienne terrestre en mode analogique sur la radiofréquence « BRUXELLES 92.1 » pour une durée de 9 ans ;

Considérant qu'en application de l'article 53, § 2, 1^o, d) du décret coordonné sur les services de médias audiovisuels, l'article 14 du cahier des charges figurant en annexe 2b de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 décembre 2007 fixant l'appel d'offres pour l'attribution des radiofréquences pour la diffusion de services de radiodiffusion sonore en mode analogique par voie hertzienne terrestre prévoit, le cas échéant, et sauf dérogation motivée accordée par le Collège d'autorisation et de contrôle en vue de garantir la diversité linguistique et culturelle, l'obligation de diffuser annuellement au moins 30 % d'œuvres musicales de langue française et au moins 4,5 % d'œuvres musicales émanant de compositeurs, d'artistes-interprètes ou de producteurs indépendants dont le domicile, le siège d'exploitation ou le siège social est situé en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que cette obligation étant formulée comme un minimum, elle permet aux éditeurs de s'engager à diffuser une proportion plus importante de ces œuvres ;

Considérant qu'une lecture combinée des dispositions précitées avec les articles 55, alinéa 3 et 159, § 1^{er} du même décret permet de conclure que les engagements pris par les éditeurs en la matière ont une force contraignante pour ces éditeurs une fois autorisés à émettre ; que ceci s'explique par le fait que les engagements des candidats ont pu jouer un rôle déterminant dans le classement des candidats lors de l'appel d'offres ; que, dans ce contexte, il est impossible de se borner à ignorer les engagements initiaux d'un éditeur, ce qui viderait le processus de sélection de sa substance et susciterait des réclamations légitimes de la part de candidats non retenus ou qui n'ont pas obtenu leur choix prioritaire ; que ceci n'empêche pas toute révision de ces engagements car une radio doit pouvoir disposer d'une certaine marge d'évolution pendant les neuf ans de son autorisation, mais qu'une telle modification doit alors être soumise à l'accord du Collège d'autorisation et de contrôle qui vérifiera si la demande est utile et raisonnable compte tenu de l'évolution de la radio concernée et du contexte local ;

Considérant que l'éditeur, dans sa demande initiale en réponse à l'appel d'offres fixé par l'arrêté précité du 21 décembre 2007, s'est engagé à diffuser 30% d'œuvres musicales de langue française ;

Considérant que l'éditeur demande de pouvoir ramener cet engagement à une proportion de 20% ;

Considérant que, suite à l'examen de la programmation musicale d'une échantillon de ses programmes, l'éditeur a constaté que le niveau de diffusion n'atteint pas celui de ses engagements ; qu'il souhaite par conséquent régulariser sa situation en obtenant une modification d'engagement ;

Considérant que dans sa demande initiale, l'éditeur avait déjà fait part de ses difficultés à assurer le minimum légal de 30% et sollicité une dérogation en raison de son mode de production basé sur la contribution d'équipes de bénévoles gérant avec une large

autonomie des plages horaires dédiées à des thématiques musicales particulières, difficilement compatible avec des contraintes portant sur la nature des œuvres diffusées ; qu'en date du 20 novembre 2008, le Collège avait estimé légitimes les arguments de l'éditeur, sans toutefois lui accorder la dérogation, estimant qu'un problème structurel d'application des quotas devait plutôt trouver sa solution auprès du législateur ; que toutefois, près de quatre ans après cette décision, aucune modification législative n'est venue assouplir le régime des quotas pour les radios indépendantes ;

Considérant qu'une telle réduction n'est pas de nature à modifier les conclusions de la délibération du Collège d'autorisation et de contrôle de l'autoriser à diffuser sur la fréquence "BRUXELLES 92.1" ;

Considérant que l'éditeur s'est engagé à un niveau très élevé pour ce qui concerne l'autre quota relatif aux œuvres musicales émanant de compositeurs, d'artistes-interprètes ou de producteurs dont le domicile, le siège d'exploitation ou le siège social est situé en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale (10% par rapport au seuil légal de 4,5%) ;

Considérant que la modification d'engagements demandée vise à entériner une situation de fait, l'éditeur déclarant diffuser 18% en 2011 ; qu'il y a lieu d'évaluer en quoi cette situation est préjudiciable aux équilibres du paysage ; que la diffusion d'une proportion plus faible que l'engagement n'a pas d'impact négatif sensible sur l'offre de services à Bruxelles ;

Considérant que l'éditeur déclare poursuivre « [son] rôle de découvertes musicales internationales et non exclusivement anglophones » en diffusant des œuvres musicales sur des textes « en anglais, en français, mais aussi en italien, en allemand, en japonais, en lingala, en farsi, etc. » ; qu'en cela, le Collège estime qu'une telle dérogation est de nature à garantir la diversité linguistique et culturelle ;

Par conséquent, le Collège autorise Campus Audiovisuel ASBL à modifier ses objectifs en matière de diffusion musicale à 20% d'œuvres musicales de langue française à compter de l'exercice 2012, à la condition que l'éditeur renforce son dispositif initial en matière de promotion culturelle en diffusant sur ses antennes au moins 3 programmes événementiels par an, en décrochage d'événements culturels de son choix. L'éditeur fera annuellement état de la diversité linguistique de sa programmation musicale à l'occasion de son rapport annuel.

Fait à Bruxelles, le 11 octobre 2012.